

L'évolution économique et les échanges commerciaux de la France, de l'après-guerre au IVe Plan

Pierre-Yves Pépin

Volume 38, Number 3, October–December 1962

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1001845ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1001845ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Pépin, P.-Y. (1962). L'évolution économique et les échanges commerciaux de la France, de l'après-guerre au IVe Plan. *L'Actualité économique*, 38(3), 345–367. <https://doi.org/10.7202/1001845ar>

L'évolution économique et les échanges commerciaux de la France, de l'après-guerre au IV^e Plan

La France est une grande nation commerçante : au deuxième rang au cours du XIX^e siècle (après la Grande-Bretagne) elle détenait encore la quatrième place au cours des années 30, concentrant 7 p.c. du commerce mondial. À la fois productrice de matières premières et de produits finis, pays agricole et industriel subvenant à une grande partie de ses besoins, la France méritait bien le titre suggestif de « pays complet » qui lui était décerné par J. Gottmann à la fin de cette décennie¹ ; il a aussi souligné l'« universalité » de son commerce extérieur. Bien sûr, la proximité géographique et le jeu de la complémentarité font que l'Europe détient alors la plus large part des échanges, mais ceux-ci sont remarquablement bien distribués entre les autres régions du monde, les importations plus particulièrement. L'empire colonial

Tableau I
Le commerce extérieur français en 1937

	Importations	Exportations
Europe	40.3 p.c.	54.1 p.c.
Asie et Océanie	17.5 p.c.	7.4 p.c.
Afrique	22.2 p.c.	25.0 p.c.
Amérique	19.9 p.c.	13.4 p.c.

1. J. Gottmann, *Les relations commerciales de la France*, L'Arbre, Montréal, 1942.

entraîne la Métropole à commercer davantage avec l'Afrique, mais les échanges avec l'Amérique ne sont pas limités pour autant.

La permanence des traits structurels du commerce extérieur de la France avant la guerre mérite d'être soulignée. Le relevé des trois années choisies ci-dessous, fait apparaître la forte prédominance des importations de matières premières industrielles et, à un degré moindre, celle des importations de produits alimentaires. De 1913 à 1937, on remarque la diminution progressive de l'importance proportionnelle du groupe des produits fabriqués. La situation est radicalement inversée à l'exportation, et les produits fabriqués sont au premier rang. Il faut, toutefois, souligner la diminution proportionnelle de ce groupe au profit des deux autres. (L'exportation de matières premières industrielles est un phénomène récent pour la France, et se situe surtout à partir des années 30. Mentionnons la mise en valeur des gisements de potasse et de minerai de fer lorrains, de bauxite de la Provence et du Languedoc).

Tableau II

Le commerce extérieur français par grands secteurs, 1913-1937

	1913	1929	1937
Importations	p.c.	p.c.	p.c.
Matières premières (industrie)	58.7	53.4	59.4
Produits alimentaires	21.6	29.8	25.3
Produits fabriqués	19.7	16.8	15.3
Exportations			
Matières premières (industrie)	27.2	27.5	35.2
Produits alimentaires	12.8	16.0	14.1
Produits fabriqués	60.0	56.5	50.7

Ce tour d'horizon, très schématique, du commerce extérieur français d'avant-guerre couvre évidemment une réalité complexe dont l'analyse relèverait plutôt de la discipline historique ; le monde a subi des transformations sociales, politiques et économiques si profondes, que la situation actuelle n'a que de lointaines attaches avec celle qui prédominait encore au cours des années 30. Tout est mouvement : des phénomènes de décolonisation et de la désintégration de blocs économique-géographiques, à la reconstitution d'autres blocs mieux adaptés aux nouvelles réalités. La nature, le volume et la forme des échanges

commerciaux sont en pleine évolution et croissance, et les questions sont de plus en plus considérées à l'échelle continentale.

Dans un monde nouveau, en gestation, aux mouvements amples et souvent imprévisibles, les nations cherchent à établir entre elles des relations qui se veulent plus fonctionnelles. La France, à la fois par la force des choses et par une « géographie volontaire », est maintenant à la fine pointe de ce mouvement, par l'aménagement, sur le plan intérieur, par la C.E.C.A. (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier) et la C.E.E. (Communauté Économique Européenne), sur le plan extérieur. Ce sont les principaux caractères de ce mouvement que nous entendons rechercher ici.



L'économie de l'Europe Occidentale, traditionnellement appuyée sur des échanges extra-européens, s'est trouvée entièrement désorganisée par la dernière guerre. Avant le conflit, l'Europe contrôlait 50 p.c. des importations et 40 p.c. des exportations mondiales. Le compte courant était équilibré lorsque la valeur des importations atteignait à peine 70 p.c. de celle des exportations : le revenu des investissements à l'étranger (20 p.c.) et les autres transactions invisibles (10 p.c.) comblaient la différence. Le déficit de la balance des comptes de l'Europe Occidentale atteignit 8 milliards de dollars en 1947, comparativement à 500 millions en 1938 ; le déficit français s'est élevé de 50 à 1,450 millions au cours de la même période.

La France a lourdement souffert de la guerre, mais la détérioration économique, comme l'ont souligné de nombreux observateurs, était en cours depuis vingt ans : sous-activité ($\frac{1}{3}$ du potentiel agricole non occupé), imprévoyance collective (investissements couvrant à peine les besoins de remplacement), vétusté (âge moyen des machines quatre fois plus élevé qu'aux États-Unis), déficit de la balance commerciale (20 à 25 p.c. des achats à l'étranger payés par le revenu des capitaux placés par les générations antérieures). Le revenu personnel des Français, avant la guerre, n'atteignait que la moitié de celui des Anglais et le tiers de celui des Américains.

Le conflit a entraîné un désastre matériel majeur pour la France par la destruction des moyens de production et de transport, le tarissement du revenu des placements à l'étranger, la désorganisation des rela-

tions avec les Pays et les Territoires d'Outre-mer. D'autre part, la rareté des dollars nécessaires aux achats (en Amérique surtout) de produits de consommation exigés par une population sous-alimentée, et de biens d'équipement essentiels au relèvement de l'économie, menacent de perpétuer le marasme.

Les pertes civiles et militaires dues à la guerre, s'élèvent à un million de personnes. Et pourtant, grâce en bonne partie à la mise en application des lois familiales de 1939, on assiste à un véritable renversement de la tendance démographique, et la progression se traduit par une augmentation très forte du nombre d'enfants. Ce facteur élève fortement les charges intérieures (reconstruction, charges sociales atteignant 40 p.c. de la valeur des salaires pour les entreprises, équipement scolaire, etc.).

Le redressement économique français de l'après-guerre exige un effort énorme, mais les moyens sont limités : il faut faire des choix, guider, orienter. Les autorités gouvernementales s'attellent à la tâche et, dès le 3 janvier 1946, un décret est promulgué pour la mise sur pied d'un « premier plan d'ensemble pour la modernisation et l'équipement économique de la Métropole et des Territoires d'Outre-mer ». Les buts sont de « développer la production nationale et les échanges extérieurs, accroître le rendement du travail, assurer le plein emploi de la main-d'œuvre, élever le niveau de vie de la population en améliorant les conditions de l'habitat »¹. Suit aussitôt la création des Commissions, du Commissariat général, du Conseil, rouages qui assureront l'analyse, la synthèse et la mise en train des objectifs.

Un premier Plan est arrêté pour la période 1946-1950. (Avec l'intégration du Plan Marshall, en 1948, la fin du Plan sera portée à 1952). Aux secteurs de base, houille, électricité, sidérurgie, ciment, machinerie agricole, transports, engrais azotés, s'ajoutent graduellement d'autres objectifs de production : raffinage des carburants, machines-outils, automobiles, matériaux de construction (autres que le ciment), bâtiments et travaux publics, industries textiles. Le tableau III présente les résultats obtenus pour un certain nombre d'activités industrielles ; la plupart étaient mal en point en 1946, mais l'effort du premier Plan a généralement donné les résultats escomptés : production et transformation de métaux, extraction de matériaux de construction, verre, caout-

1. *Quatre ans d'exécution du plan de modernisation et d'équipement de l'Union française*, Paris, 1951, p. 24.

chouc, industries chimiques ; les corps gras et le cuir demeurent fortement en retrait.

Tableau III**Indices de production de l'industrie française, 1946 et 1952**

(Base : 1938 = 100)

	1946	1952
Extraction des minéraux métalliques	52	126
Extraction des matériaux de construction	90	174
Transformation des métaux	71	177
Industrie du verre	81	173
Bâtiment et travaux publics	108	149
Industrie chimique	118	137
Caoutchouc	85	200
Corps gras	34	76
Industrie du textile	68	103
Cuir	61	64
Papiers, etc.	59	107
Total, production industrielle	84	144

L'indice de l'ensemble de la production industrielle atteint 144 en 1952. Parallèlement, celui des Pays-Bas s'élève à 145, celui de l'Italie à 146, de la Belgique à 139, de l'Allemagne à 125. Par contre les États-Unis et le Canada, dont l'industrie a tourné à fond pendant la guerre, ont des indices qui atteignent 248 et 216. Enfin, des pays européens moins touchés par la guerre, bénéficient aussi d'un indice élevé (Suède 165). Les résultats français n'en sont que plus méritoires. Un vent nouveau souffle en Europe Occidentale : sur une proposition française, les six nations qui formeront ultérieurement la C.E.E., mettent sur pied la C.E.C.A. (18 avril 1951) ; c'est un premier pas vers l'intégration économique. Nous y reviendrons. Enfin, nous pourrions souligner aussi les progrès de l'agriculture française. Ces progrès sont moins spectaculaires, mais par rapport à l'indice global de la production agricole (moyenne 1934-1938 = 100) la cote, de 88 en 1946, monte à 109 en 1952.

* * *

Le relèvement économique de la France s'appuie fortement sur le commerce extérieur et sur l'aide étrangère (principalement le Plan Marshall). L'approvisionnement et la reconstitution des stocks de l'indus-

L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

trie, la création et le développement de nouveaux secteurs de production, la reconstruction et les besoins nouveaux d'une population en forte progression, induisent un courant d'importation d'une intensité telle que le commerce extérieur français sera fortement déficitaire pendant plusieurs années ; la production intérieure se développe bien, mais il faut avant tout assurer un bon départ à l'ensemble économique en permettant un tel rythme d'importation.

Tableau IV
Balance commerciale française avec l'étranger, 1946 à 1952

	Importations	Exportations	Balance commerciale	Couverture
	(en milliards de francs courants)			p.c.
1946	182.3	67.9	— 114.4	37.0
1947	301.8	130.3	— 171.5	49.0
1948	482.2	241.4	— 240.8	52.0
1949	685.7	457.2	— 228.5	67.0
1950	792.5	685.7	— 106.8	86.5
1951	1,279.5	936.9	— 342.6	73.3
1952	1,231.6	818.1	— 413.5	66.4

La variation de la structure globale des importations vers l'étranger n'est pas très forte entre l'avant-guerre et le début de la dernière décennie et les matières premières sont toujours au premier rang. La part des biens d'équipement, normalement élevée en 1950 par rapport à 1938, diminue ensuite. L'évolution structurelle est plus forte quant aux exportations. Soulignons l'accroissement de la part de l'énergie et des biens d'équipement, au détriment des biens de consommation.

Tableau V
Structures du commerce extérieur français, 1938 à 1952
(en p.c. du total pour chaque année)

	Importations				Exportations			
	1938	1950	1951	1952	1938	1950	1951	1952
Énergie.....	25.9	20.7	20.5	25.5	2.0	7.3	7.4	11.2
Matières premières.....	49.7	46.5	52.5	47.6	54.9	48.9	53.3	50.3
Biens de consommation.....	17.8	19.3	17.6	16.9	35.1	34.3	28.6	24.5
Biens d'équipement.....	6.6	13.5	9.4	10.0	8.0	9.5	10.7	14.0

Parallèlement au relèvement de la Métropole, on se préoccupe de l'énergie, de l'agriculture, de l'habitat, de l'économie des Territoires d'Outre-mer : « L'équipement des pays d'outre-mer est, lui aussi, une entreprise à long terme qui conditionne l'élévation du niveau de vie des populations autochtones, la mise en valeur des ressources agricoles, minérales et minières de ces territoires et l'expansion de leurs *relations commerciales* »¹. Ces relations commerciales se font en grande partie avec la Métropole et elles ne tardent pas à reprendre leur importance antérieure, avec une balance fortement positive en faveur de la France.

Tableau VI

**Balance commerciale française avec les pays d'outre-mer,
1946 à 1952**

	Importations	Exportations	Balance commerciale	Couverture
	(en milliards de francs courants)			p.c.
1946	51.7	33.5	— 18.2	65
1947	95.4	93.0	— 2.2	98
1948	190.4	192.6	+ 2.2	101
1949	240.7	326.7	+ 8.6	136
1950	280.3	386.9	+ 106.6	138
1951	335.8	547.4	+ 211.6	163
1952	360.1	598.4	+ 238.3	166

Rappelons ici que l'Accord des Paiements du 19 octobre 1948, système de compensation multilatéral établi en liaison avec le Plan Marshall dans un but essentiel de libéralisation des échanges a fait long feu. Les dévaluations monétaires déclenchées en Europe (septembre 1949) sont venues annuler la base même des accords. L'Union Européenne des Paiements prend la relève le 19 septembre 1950 en assurant la « compensation automatique et intégrale de tous les soldes bilatéraux par recours complémentaire à l'or et aux crédits »². Il en découle, comme l'on sait, un développement considérable des échanges intra-européens qui, en 1950, atteignaient un niveau supérieur de 18 p.c. à celui de 1938. La France et la Grande-Bretagne, tout d'abord créditrices, sont devenues débitrices de façon marquée en 1951, leur effort

1. *Quatre ans...*, op. cit., p. 37.

2. J. Lajugie, « Union Européenne des Paiements », Dictionnaire des Sciences économiques, publié sous la direction de J. Romeuf, 1958, pp. 1120-25.

de guerre les forçant à laisser de côté les mesures de libéralisation déjà mises en train.

Le Plan Marshall a joué un rôle de premier ordre dans le relèvement économique de la France, et son influence sur le commerce extérieur français fut déterminante. Il est essentiel de rappeler le caractère des échanges français avec la zone dollar pour bien comprendre cette période. Pendant la guerre et l'immédiat après-guerre, l'aide militaire, et ensuite surtout économique, des États-Unis au monde était canalisée par le Prêt-Bail (50 milliards de dollars) et l'U.N.R.R.A. (*United Nations Relief and Rehabilitation Administration*) (16 milliards) : de 1945 à 1947, 12 milliards furent distribués en Europe, dont 2 milliards à la France.

L'absence d'un plan de distribution d'ensemble a gêné jusqu'ici l'emploi rationnel des capitaux, mais l'adhésion enthousiaste des pays de l'Europe Occidentale aux propositions formulées par le général Marshall dans son célèbre discours prononcé à l'université Harvard (5 juin 1947), va dorénavant permettre une réforme de structure spectaculaire de l'économie européenne. Les buts majeurs du Plan, rappelons-les, sont de mettre fin aux pénuries et au rationnement, accroître le volume de production, élever le niveau des échanges des pays européens membres de l'O.E.C.E., éliminer le recours à toute aide extérieure exceptionnelle. Il a été mis en œuvre le 1^{er} juillet 1948.

La plus grande partie de l'aide américaine à l'Europe (13,812 millions de dollars) se traduit sous forme de dons, soit onze milliards, la Grande-Bretagne (25 p.c.) et la France (20 p.c.) apparaissant comme les principaux bénéficiaires. Les allocations versées à l'Allemagne fédérale et à l'Italie atteignent bien près des trois cinquièmes de l'allocation française, mais celles des divers autres pays sont réduites. L'aide américaine à la France (3,103 millions) fut particulièrement massive au début du Plan. Si près de la moitié des allocations sont déjà octroyées en 1950, la répartition est plus harmonieuse que dans l'ensemble de l'Europe, et, au cours de l'année fiscale 1952-1953, la France reçoit encore près de 400 millions de dollars.

L'aide directe américaine est utilisée essentiellement au financement du programme des importations payables en dollars. En séparant les dollars provenant des allocations, de ceux que procurent les échanges normaux, les services et le tourisme, la diminution progressive des montants de la première catégorie au profit de la deuxième apparaît

clairement ; c'est l'indice le plus sûr de la normalisation progressive des échanges français.

Les importations se divisent en produits agricoles alimentaires (11 p.c.), matières premières (56 p.c.), équipement (19 p.c.), frais de transport et services (14 p.c.). Les États-Unis vendent la plus grande partie des produits payables en dollars, mais le Moyen-Orient (18 p.c.), l'Amérique latine (6 p.c.) et le Canada (5 p.c.), fournissent respectivement des produits pétroliers, du cuivre et de l'engrais, du bois d'œuvre et de la pâte de bois, etc.

Tableau VII

**Financement des importations françaises de la zone dollar,
1948 à 1953¹**

(en p.c. du total pour chaque année)

	Dollar Marshall	Dollar libre
1948-49	97.0	3.0
1949-50	94.2	5.8
1950-51	69.6	30.4
1951-52	49.1	50.9
1952-53	63.8	36.2

Le tableau VIII présente les principaux éléments du courant d'importation de la zone dollar pour la période 1948-1953. Le pétrole brut et les produits pétroliers sont au premier rang. L'importance de ce poste est due en partie au développement des raffineries en France (depuis 1949), développement qui est l'un des objectifs du premier Plan. La valeur réelle des importations est encore plus forte qu'indiqué ici, parce qu'une partie croissante des achats peut être réglée en francs, la France participant au groupe Irak Pétroleum par le truchement de la Cie Française des Pétroles. En 1948-49, la valeur des importations de charbon (incluant le fret) nécessite 20 p.c. des crédits en dollars. Très réduites au cours des deux années suivantes, ces importations de charbon se relèvent brusquement en 1951-52, liées à l'effort industriel subit, axé sur le réarmement.

1. Le programme d'aide couvre l'Union française. La France absorbe la plus grande partie des importations (2,458 millions de dollars ou 86.5 p.c. de la valeur globale), mais l'Afrique du Nord reçoit 230 millions (8.1 p.c.) et les Territoires et Départements d'Outre-mer 153 millions (5.4 p.c.) ; à cette aide directe s'ajoute un courant de réexportation important de matières premières, de produits demi-ouvrés et ouvrés, en provenance de la France.

Les deux postes « équipement » groupent les plus fortes valeurs d'importation ; le premier Plan a fait large place à l'achat de machines-outils : laminoirs, équipement de centrales thermiques et de raffineries de pétrole, industries de machines agricoles, d'automobiles et d'aéronautique, équipement minier. Sur le plan des facteurs de production, les importations de cuivre deviennent essentielles à l'activité des industries mécaniques et électriques ; les énormes achats de coton américain à bon marché jouent le même rôle envers l'industrie française des textiles, lui permettant de tourner à plein rendement. Les produits chimiques jouent aussi un rôle de premier plan.

Tableau VIII
Importations françaises de la zone dollar, 1948 à 1953
(en millions de dollars E.U.)

Blé	94.8	Minerais non ferreux	35.7
Céréales secondaires	65.5	Cuivre	160.5
Corps gras	79.2	Autres métaux non ferreux	33.1
Tabac	22.1	Charbon et brai	217.6
Divers (alimentaires)	30.8	Pétrole brut et ses produits	465.3
Divers (agricoles)	4.8	Produits sidérurgiques	41.6
Coton brut	461.2	Équipement ¹	421.7
Lin	11.9	Équipement de transport	116.1
Autres textiles	21.0	Produits chimiques	136.4
Bois	15.1	Caoutchouc et ses produits	39.0
Pâtes et papiers	47.7	Divers	83.0
Minéraux (soufre, amiante)	40.7		

* * *

La conjugaison du premier Plan et de l'aide Marshall se révèle un succès. En 1952, le Defence Support prend la relève de ce dernier afin de « pallier ou de limiter les incidences des efforts de réarmement et de guerre sur l'économie des pays qui participent à l'O.T.A.N. »². Le rôle de cet organisme n'est pas négligeable alors que la course aux armements bat son plein.

Le redressement économique de la France est bien amorcé, mais les échanges extérieurs connaissent un malaise certain, relié directement à l'inflation coréenne³. La France est entraînée dans la course aux arme-

1. Équipement industriel, agricole et militaire.

2. « L'aide économique des États-Unis à la France », Notes et Études Documentaires, No 1,819, 1953.

3. A. Bienaymé : « La réorientation de la croissance planifiée française et les risques de freinage par le commerce extérieur », Cahiers de l'I.S.E.A., p. 26.

ments et aux matières premières, et les importateurs français pratiquent une politique d'achats imprévoyante. J. Monnet, dans l'introduction au compte rendu annuel sur la réalisation du premier Plan, mentionne impérativement en 1951 : « Les États-Unis sont en plein réarmement alors que nous avons à peine commencé le nôtre »¹.

En 1952, après la résorption des hausses spéculatives, l'ensemble des prix étrangers est de 17 p.c. plus élevé qu'en 1949 ; en France ce niveau demeure supérieur de 40 p.c. Le déficit commercial de 1951 a entraîné une crise des paiements. Celle-ci déclenche à son tour des mesures de suspension dans la libéralisation des échanges (février 1952) : la réduction du déficit est ainsi obtenue par la baisse des importations. Et pourtant, on veut accroître le commerce extérieur... « Il n'est pas possible de faire rendre tous leurs avantages aux techniques modernes et de leur donner tout leur développement dans le cadre d'un marché de 40 millions d'habitants »². (La proposition par la France de la création de la C.E.C.A. s'inscrivait déjà dans cette perspective, le 9 mai 1950.) Les rapporteurs du premier Plan appuient sur la nécessité de développer les exportations ; on veut inciter à exporter des industries et des entreprises qui se sont contentées jusqu'ici du marché intérieur.

Le deuxième Plan de modernisation et d'équipement porte effet sur les années 1954 à 1957. Suivant le réaménagement des secteurs de base au cours du premier Plan, l'accent est mis sur le rétablissement d'une croissance intérieure saine (le P.N.B. doit s'élever de 25 p.c. en 4 ans). L'accroissement du volume de production doit dépasser la demande, gonfler le courant d'exportation, et rétablir une balance des paiements dangereusement compromise par l'inflation coréenne. Ces résultats optimistes doivent être obtenus à la fois par des mesures qualitatives (accroissement de la productivité intérieure et de l'esprit de concurrence sur les marchés extérieurs), et des réformes de structure, tant envers la production industrielle qu'agricole³.

L'objectif fixé, quant au P.N.B., sera largement dépassé. De 14,140 milliards de francs en 1952, il s'élève à 19,883 milliards (francs constants : 1952) en 1957 (+ 40 p.c.). Ce résultat spectaculaire, atteint malgré 18 mois de stagnation économique en 1952 et 1953, recouvre toutefois des réalités bien diverses.

1. *Quatre ans...*, op. cit., p. 39.

2. *Quatre ans...*, op. cit., p. 32.

3. *Deuxième plan de modernisation et d'équipement*, Journal Officiel, No 1,057.

En 1954 et 1955, la stabilité des prix est garantie par une forte production de biens de consommation, fonction des investissements de la période antérieure et des gains de productivité accumulés, mais on remarque une négligence certaine envers les investissements directement productifs (75 p.c. en 1949 et 63 p.c. en 1955). L'offre répond généralement à la demande au cours de ces deux années parce que les charges militaires sont diminuées et que le rythme d'investissement est ralenti¹. En 1956 et 1957, la demande dépasse les capacités de l'offre : les dépenses publiques s'élèvent, la guerre d'Algérie est onéreuse, les investissements s'accroissent, le pouvoir d'achat est augmenté, la rareté de main-d'œuvre entraîne une hausse des salaires.

Les tensions inflationnistes sont fortement aggravées par les limites de la capacité de production, et on décide enfin la reconversion des structures d'investissement : les importations de matières premières et de biens d'équipement s'élèvent brusquement. On assiste à une véritable hémorragie des réserves d'or accumulées en 1954 et 1955 ; la crise des paiements et les restrictions aux échanges s'ensuivent bientôt. Il faut bloquer ou, tout au moins, tenter de ralentir le courant d'importation, et aider les exportateurs.



Pour l'ensemble des secteurs productifs (industrie) les objectifs d'investissement ont été atteints au cours du deuxième Plan, soit 7,365 milliards de francs (franc de 1954), valeur qui dépasse de 10 p.c. (6,722 milliards de francs) les prévisions. Mais, comme nous l'avons déjà souligné, les investissements dans les industries productrices de biens d'équipement sont proportionnellement moins élevés que dans celles qui produisent des biens de consommation. On note aussi un retard certain dans le secteur des transports et communications. Par contre, les prévisions du secteur équipement social (dont le logement) ont été largement accomplies.

Le volume global de la production agricole ne s'est pas élevé au même rythme que celui de la production industrielle (17 p.c. au lieu des 20 p.c. prévus). La modernisation a pourtant progressé vivement, le parc de tracteurs a quadruplé en importance, et la consommation

¹. Bienaymé, *op. cit.*, p. 32.

ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET ÉCHANGES COMMERCIAUX DE LA FRANCE

d'engrais s'est accrue d'un tiers. Mais, parallèlement, le remembrement, la vulgarisation des techniques, le remodelage des circuits de production, actions qui devaient conduire à l'abaissement du prix de revient et par conséquent à la détermination d'une meilleure position de concurrence sur les marchés extérieurs, n'ont pas donné les résultats escomptés. L'augmentation de la consommation (revenus personnels plus élevés) a, par ailleurs, retenu sur le marché domestique une part croissante de la production agricole.

La valeur des importations des produits destinés à l'alimentation humaine s'éleva de 400 milliards de francs courants en 1954, à 520 en 1956. La valeur des importations était le double de celle des exportations en 1954 et la disproportion s'accroît dans un rapport de 5 à 2 en 1956. (Il faut toutefois souligner que les fortes gelées de 1956, qui se sont d'ailleurs reproduites en 1957, ont favorisé un volume d'importation inusité de céréales, de vins, de fruits et de légumes.)

Tableau IX

Balance commerciale française avec l'étranger, 1952 à 1957

	Importations	Exportations	Balance commerciale	Couverture
	(en millions de dollars E.U.)			p.c.
1952	2,642.6	2,024.1	- 618.5	77.8
1953	2,493.7	2,155.2	- 338.5	86.2
1954	2,724.1	2,544.7	- 179.4	94.3
1955	3,063.7	3,150.0	+ 86.3	102.9
1956	4,087.3	3,278.7	- 808.6	80.0
1957	4,276.4	3,326.9	- 949.5	77.3

Le déséquilibre de la production industrielle a entraîné au cours de la seconde partie du Plan, comme l'on sait, un accroissement des importations de matières énergétiques, de matières premières, de biens d'équipement. La valeur des importations des produits énergétiques s'élève de 260 milliards de francs courants à 340, de 1954 à 1956, celle des matières premières et semi-produits de 640 à 820 milliards, celle des biens d'équipement de 120 à 200 milliards.

Le tableau IX traduit le remodelage des structures de production au cours du deuxième Plan, une tentative de contrôle des importations (jusqu'en 1955), et finalement une politique d'achat vigoureuse en

1956 et 1957. L'équilibre de la balance commerciale, enfin atteint en 1955, est éphémère, mais le troisième Plan, en préparation, va se préoccuper directement du commerce extérieur.

« Le développement accéléré de nos exportations doit être considéré comme la condition sine qua non de notre développement économique dans les prochaines années »¹ ; c'est en grande partie dans le contexte de cet impératif que le troisième Plan est conçu et mis en marche, et, dès leur rapport pour l'année 1959, les rapporteurs espèrent que la balance des paiements profitera d'un excédent de 150 milliards de francs en 1961, excédent qui sera utilisé au remboursement de la dette extérieure et à la reconstitution des réserves en devises².

Pour atteindre cet objectif, il faut que les exportations s'élèvent très fortement et que les importations soient contenues par le développement des activités et des ressources nationales. Cela ne se fera pas sans obstacles. Le gonflement des classes d'âges de moins de vingt ans entraîne une scolarisation jamais vue, et exige un équipement social très coûteux. La réalisation de cet équipement va déclencher une série de lourds investissements publics qui ne trouveront pas leur contrepartie productive avant plusieurs années. En 1961, la production intérieure brute doit dépasser de 27 p.c. le niveau de 1956 (production agricole : + 20 p.c., production industrielle : + 30-35 p.c.) : 24 p.c. doit être consacré aux biens disponibles pour la consommation des particuliers, 3 p.c. doit servir à assurer l'équilibre extérieur.

On recommande la modération des achats : le niveau de 1961 ne doit pratiquement pas dépasser celui de 1957. L'importation de produits pétroliers étrangers doit diminuer et être remplacée par des produits de la zone franc. « Notre dépendance en énergie et en matières premières rend traditionnellement fragile l'expansion économique de notre pays. »³ L'industrie chimique et parachimique domestique va aussi prendre son essor et restreindre ainsi les importations par la fabrication des produits intermédiaires de chimie organique, de caoutchouc synthétique et par la récupération du soufre de Lacq. Les produits alimentaires, enfin, verront leurs importations stabilisées au niveau 1955-1956 (disparition de la viande et diminution du maïs). Par con-

1. *Troisième plan de modernisation et d'équipement*, Journal Officiel, No 1,129.

2. *Rapport annuel sur l'exécution du plan de modernisation et d'équipement*, tome I, rapport général, 1960.

3. *Troisième plan...*, op. cit., p. 65.

tre, les importations de textiles (120 p.c. de 1956) et de bois et papiers (volume doublé) doivent s'accroître.

Les objectifs du 3^e Plan pour les exportations visent à la fois le volume (140 p.c. de 1956) et les structures. On va développer plus spécialement les ventes des produits de l'industrie mécanique et électrique. Ces industries, insuffisamment développées en France, utiliseront une main-d'œuvre abondante dans un marché en expansion (biens d'équipement surtout). L'industrie automobile devra à elle seule tripler ses ventes à l'étranger (soit le quart des produits mécaniques exportés). Toutefois, à cause des besoins de la Métropole et de la zone franc, les ventes de biens d'équipement à l'étranger seront peut-être moins importantes que prévues.

Quant à l'exportation des produits agricoles, elle ne doit plus être « un moyen d'éliminer des excédents agricoles liquidés à perte sur le marché international »¹. On espère de fortes exportations de blé, d'orge et de viande, en 1961. Enfin, pour l'ensemble de la production nationale on doit rationaliser davantage, améliorer la commercialisation (encourager les accords à long terme avec les clients et fournisseurs étrangers), faciliter la recherche scientifique et la vente de brevets, source certaine de devises.

Le troisième Plan fut lancé dans des conditions difficiles, alors que de sérieux efforts étaient nécessaires pour l'assainissement de l'économie française lourdement affectée par le mouvement inflationniste et l'épuisement des réserves de devises ; ce handicap, qui a duré jusqu'en 1958, a ralenti l'expansion. Le niveau de production de l'année 1958 n'a dépassé que de 2.5 p.c. celui de 1957².

Mais heureusement, les objectifs fixés aux différents secteurs de base n'auront pas à être corrigés, et leur évolution se révèle très satisfaisante. On note une compression normale de la production des houillères et un essor marqué des secteurs aluminium et produits chimiques. Tout au contraire des secteurs de base, on assiste à une véritable stagnation des industries de transformation par rapport aux objectifs

1. *Troisième plan...*, op. cit., p. 68.

2. *Rapport annuel...*, 1960, op. cit. La dévaluation Rueff, survenue en décembre 1958, devenait essentielle pour combler l'écart de la balance des paiements : il s'est agi d'une baisse d'environ 14 p.c., soit de 490 à 420 francs au dollar canadien. La dévaluation a eu un effet favorable certain sur la progression des ventes extérieures françaises. Quant au franc lourd, l'innovation ne répondait qu'à des motifs à caractère psychologique facilement compréhensibles.

fixés par le 3^e Plan. Deux industries, construction électrique et automobile, bénéficient toutefois d'une forte progression.

Tableau X
Évolution des industries de transformation, 1957-59,
prévisions pour 1961
 (Base : 1956 = 100)

	1957	1959	1961 ¹	1961 ²
Industrie mécanique électrique	109	117	142	142
Fonderie.....	110	102	142	—
Équipement pour l'industrie.....	110	115	139	132
Machines-outils et outils.....	115	109	150	—
Tracteurs et machines agricoles.....	117	111	141	—
Automobiles et cycles.....	111	133	146	165
Construction électrique.....	116	129	150	165
Industries diverses	111	110	128	120
Textiles.....	111	110	128	120
Vêtement.....	112	105	129	113
Cuir.....	107	111	120	118
Bois.....	106	121	119	131
Papier.....	109	123	133	137
Autres industries	113	111	132	128

Quant aux productions agricoles, la croissance est inégale. Le blé, l'orge, le maïs, indiquent des volumes en progression élevée. La production des oléagineux stagne, tandis que les secteurs du lait et de la viande de bœuf sont en nette difficulté. Des réaménagements s'imposent, et le Plan intérimaire agira dans cette direction.

L'évolution profonde de la conjoncture, les retards survenus et les diverses modifications des programmes sont autant de raisons suffisantes pour pratiquer la rectification du 3^e Plan. Cette mise à jour, étiquetée Plan intérimaire ou « plan de rattrapage », porte effet sur les années 1960 et 1961. Si le taux d'expansion moyen du 3^e Plan était fixé à 4.9 p.c., pour atteindre les nouveaux objectifs il faut maintenant porter ce taux à 5.5 p.c. en 1960 et en 1961. Sur le plan de la production, les secteurs du gaz naturel, de la construction électrique, de la chimie, des véhicules automobiles, doivent progresser fortement. Un effort spécial est consacré au commerce extérieur. Les exportations seront portées

1. Prévisions du 3^e Plan.

2. Prévisions du Plan intérimaire.

à un niveau très élevé afin de contrebalancer le volume croissant de produits importés nécessités par l'expansion.

Tableau XI
Hypothèses du commerce extérieur français
(Valeur en milliards de NF)

	1959 (prix courant)	1960 (prix de 1959)	1960 (prix courant)	1961 (prix de 1960)
Importations:				
Étranger.....	20.0	22.1 (+ 10.5 p.c.)	23.0	24.5 (+ 6.5 p.c.)
Outre-mer.....	6.1	7.1 (+ 16.4 p.c.)	7.3	7.7 (+ 5.5 p.c.)
Exportations:				
Étranger.....	20.1	23.3 (+ 15.9 p.c.)	24.0	26.6 (+ 10.8 p.c.)
Outre-mer.....	9.2	9.9 (+ 7.6 p.c.)	10.2	10.7 (+ 6.8 p.c.)

Ces hypothèses soulignent l'ambitieux programme du commerce extérieur. On note que les exportations doivent s'élever beaucoup plus rapidement que les importations, en 1960 et en 1961 : les importations en provenance de l'étranger doivent s'élever de 10.5 p.c. en 1960, comparativement à 15.9 p.c. pour les exportations ; la progression doit être encore de 6.5 p.c. et de 10.8 p.c. respectivement en 1961. La situation est inversée pour les pays de la zone franc en 1960, et les importations doivent s'accroître de 16.4 p.c. contre seulement 7.6 p.c. pour les exportations ; en 1961 la progression des échanges doit être du même ordre ¹.

« La croissance des investissements constitue l'objectif principal du Plan intérimaire. » ² Il faut annuler le retard de 1959 et faire en sorte que l'appareil productif puisse répondre à une demande impérative tant sur le marché domestique qu'extérieur. Selon le Plan intérimaire, le volume des investissements s'élèvera de 5.5 p.c. entre 1959 et 1960, et de 6.5 p.c. entre 1960 et 1961. Les investissements non directement liés à la production seront assurés par l'État et les collectivités, et ceux liés à la production le seront par les entreprises privées. (Au cours de

1. Les données sur le commerce extérieur pour l'année 1960 sont maintenant publiées. Les importations en provenance des pays étrangers et de la zone franc s'élèvent respectivement à 23.8 et 7 milliards NF ; 23.7 et 10.1 milliards à l'exportation (prix courants 1960). On constate que les importations en provenance de l'étranger ont dépassé les prévisions de 800 millions NF ; les exportations sont en deçà de l'objectif fixé pour 300 millions NF. Le commerce avec la zone franc demeure aussi en deçà des prévisions. (Cf. : Statistiques du commerce extérieur, commentaires, 1960).

2. Plan intérimaire 1960-61, Journal Officiel, 1960, p. 11.

la période précédente, l'État a effectué de lourds investissements dans le secteur de la production, principalement pour la mise en valeur des ressources énergétiques ; la réalisation acquise de certains objectifs et la réorientation de la politique de l'énergie déterminent le ralentissement des investissements publics.)

Tableau XII
Changements, en pourcentage, du volume des investissements, 1959-1961

	1959-60	1960-61
Investissements non directement liés à la production		
Particuliers	—	1.5
État et collectivités	9.2	10.0
Investissements directement productifs		
Entreprises publiques	— 2.0	— 1.0
Entreprises privées	8.0	9.0

* * *

Le programme quadriennal de développement économique et social (1962-1965), dont les grandes lignes étaient déjà connues par différentes études publiées sur la question a été soumis au Conseil supérieur du Plan à l'automne 1961 sous la forme d'un rapport sommaire¹. Dans la préparation du Plan, conditionnée par certains impératifs (arrivée de nombreuses classes de jeunes à l'âge actif, évolution des relations avec l'Outre-mer, croissance du Marché Commun), on a aussi tenu compte, en fond de scène, des phénomènes de compétition et de changement sur tous les plans, qui se déroulent à l'échelle du monde. Au niveau des objectifs généraux du Plan on mentionne l'amélioration de la défense et la diminution des effectifs militaires, le développement de la recherche, l'intérêt accordé aux régions et aux secteurs dont la population a été défavorisée jusqu'ici.

Pour atteindre de tels objectifs, le gouvernement entend donner une forte impulsion à l'expansion économique : celle-ci se heurte à une pénurie de main-d'œuvre, globalement et qualitativement ; on compte

1. Voir en particulier : « La préparation du 4^e plan en France », Problèmes économiques, no 699, 1961 (La Documentation française).

ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET ÉCHANGES COMMERCIAUX DE LA FRANCE

sur l'accroissement naturel (180,000), l'immigration (300,000), la réduction du service militaire (190,000), et l'exode rural (270,000). Il faut souligner que les deux tiers de cette main-d'œuvre seraient dirigés vers le secteur tertiaire.

Tableau XIII

Prévisions de la production en France, 1962 à 1965

	Au départ	1965	Progrès prévu
	(En milliards de NF)		p.c.
Agriculture	38	45	19
Énergie.....	26	32	24
Production des métaux	14	18	23
Chimie	19	24	29
Industries de transformation	162	200	23
Bâtiment, travaux con. mat.	37	49	32
Transport et télécommunication	24	29	21
Service du logement	9	11	23
Autres services	51	64	27
TOTAL	380	472	22

La production intérieure brute doit progresser de 22 p.c. (5.5 p.c. par année). Les prévisions sont généreuses pour tous les secteurs. L'agriculture recevra une impulsion depuis longtemps désirée sur les plans de production, transformation et distribution, avec un accent marqué pour les secteurs qui sont déficitaires ou orientés vers l'exportation. La capacité de production de la sidérurgie s'élèvera d'un tiers (24.5 millions de tonnes en 1965) et de nouveaux aménagements sont prévus en Lorraine et à Dunkerque. L'essor des industries chimiques, déjà remarquable, sera fortement accéléré, dans le domaine de la chimie organique tout particulièrement : matières plastiques et fibres synthétiques. (Cette initiative devra réduire le courant d'importation.) Enfin, on se préoccupera des industries d'équipement et des industries alimentaires.

Les besoins en énergie continueront à s'élever : besoins prévus de 168 millions de tonnes d'équivalent-charbon en 1965. On mentionne une utilisation graduelle et prudente de l'énergie atomique ainsi qu'une réduction de la production charbonnière (55 millions de tonnes contre 58 en 1960). Au sujet des transports, le 4^e Plan développera davan-

tage les grands ports (Le Havre, Dunkerque, Marseille) ; l'aménagement du port de Bayonne sera aussi réalisé pour l'expédition du soufre du Lacq. Quant à la navigation intérieure, la liaison Rhône-Rhin demeure au stade des études.

Les échanges extérieurs doivent jouer un rôle important dans le 4^e Plan, le surplus actuel résultant du commerce (y compris les services) devra non seulement se maintenir, mais faire encore un gain de plus d'un demi-milliard de NF. Le Marché Commun, la zone franc et le commerce des matières premières conditionnent cette évolution. Au sujet du Marché Commun, on espère que les industriels français feront montre d'une souplesse et d'une ingéniosité sans défauts, car « au terme du Plan les droits de douane auront été supprimés à concurrence des quatre cinquièmes et le tarif extérieur commun sera plus bas que le tarif français actuel ». Dans leurs prévisions, les experts du Plan ont tablé beaucoup sur la bonne marche de la C.E.E. Ainsi, les pronostics du commerce des produits agricoles s'appuient sur l'observation rigoureuse des règlements de la C.E.E.

Tableau XIV
Évolution prévisible des échanges extérieurs, 1961 à 1965
(En milliards de NF)

	1961			1965		
	Étranger	Outre-mer	Total	Étranger	Outre-mer	Total
Exportations ¹	27.5	11.5	39.0	34.8	12.3	47.1
Importations ²	25.0	7.5	32.4	31.2	8.7	39.8
Excédent	2.5	4.0	6.6	3.6	3.6	7.3

Tableau XV
Évolution prévisible de la balance des paiements, 1960 à 1965
(En millions de dollars)

	Recettes		Dépenses		Excédent	
	1960	1965	1960	1965	1960	1965
Marchandises	4,460	6,300	4,420	5,800	40	500
Invisibles et prestations gratuites.....	2,100	2,610	1,520	2,300	580	310

1. Y compris les services.

À l'extérieur des frontières on continuera la politique de propagande sur les produits et les techniques françaises. On attache aussi une attention marquée à l'entrée des services : assurances, revenus de la propriété intellectuelle, tourisme étranger en France, etc. « Le maintien de la stabilité monétaire est à la fois nécessaire et possible durant (sic) la durée du plan. » Soulignant l'accroissement parallèle nécessaire des dépenses et des recettes, on rappelle l'esprit « économe » qui doit permettre cet équilibre, et la « grande prudence » qui doit présider à l'allègement de la fiscalité.

*
* * *

Depuis la fin de la guerre, l'économie française a enregistré des progrès qui peuvent vraiment être qualifiés de spectaculaires. L'action du premier Plan (1946-1952) conjuguée à celle de l'Aide Marshall (1948-1952) s'est révélée un succès décisif pour le réaménagement des secteurs de base. L'indice de la production industrielle est passé de 84 en 1946 à 144 en 1952 (base : 1939 = 100). L'Aide Marshall a joué un rôle déterminant au relèvement économique français, y contribuant pour plus de 3 milliards de dollars, capitaux utilisés principalement aux achats de matières premières (56 p.c.) et d'équipement (19 p.c.) dans la zone dollar. Le redressement économique s'est produit, à des degrés divers, dans toute l'Europe Occidentale, et les échanges intra-européens ont été grandement facilités par la mise en place des mécanismes douanier du G.A.T.T. et financier de l'U.E.P., et par la création de l'O.E.C.E.¹ Pour les pays que l'on baptisera bientôt « les Six », la création de la C.E.C.A., en 1952, était déjà une initiative fondamentale vers la rationalisation économique.

La croissance d'ensemble de l'économie française fut servie par la réalisation du 2^e Plan (1954-1957), alors que le P.N.B. s'est élevé de 40 p.c. au lieu des 25 p.c. prévus. Toutefois, la négligence manifestée

1. L'O.E.C.E. (16 avril 1948) visait à unifier le marché européen. Ses pouvoirs n'étaient toutefois pas en rapport avec un tel programme (mise en place d'un organisme de direction international plutôt que supra-national), et l'on se contenta de faire la somme des programmes nationaux. Il ne s'agit pas d'un passif pour autant, et les progrès importants obtenus sur le plan de la libéralisation des échanges (en 1956 surtout) sont à souligner. (On sait déjà que la France a dû revenir sur ses promesses et geler les mesures de libéralisation pendant plusieurs années consécutives, à la suite de l'inflation coréenne.) L'O.E.C.E. fourmille de projets : Pool Vert, Pool des Transports, Pool de la Santé, Pool Atomique. Rappelons encore les projets d'association avec les Pays et Territoires d'Outre-mer afin de créer une « troisième force économique » ; ces projets sont au premier plan des préoccupations françaises dans les relations avec « sa » Communauté.

envers les investissements directement productifs (1954-1955), liée à l'élévation du niveau de vie, est bientôt responsable en bonne partie d'une forte poussée inflationniste : l'équilibre de la balance commerciale, péniblement atteint en 1955, est éphémère, et il faut ouvrir les portes très larges aux importations de matières premières et de biens d'équipement. Sur le plan agricole, les mauvaises conditions naturelles de 1956 et 1957 ont aussi desservi l'équilibre général et entraîné des importations inhabituelles de céréales et de viande.

Au moment du lancement du 3^e Plan on assiste à une véritable prise de conscience du commerce extérieur. L'extraordinaire progression démographique pèse toutefois lourdement sur la conjoncture et entraîne des investissements très élevés qui ne pourront trouver leur contrepartie productive à courte échéance. Mais le gaz de Lacq et le pétrole du Sahara vont servir les secteurs de base, déjà bien renfloués, et l'on s'apprête à développer les industries de transformation, chimiques, mécaniques et électriques en particulier. On espère arriver aussi à des exportations régulières de produits agricoles. (Les problèmes de la commercialisation et des prix non compétitifs conservent toutefois leur acuité.) Enfin, l'Union Française est profondément modifiée, et, en 1958, la plupart des pays et territoires ont accédé à l'indépendance. Les relations commerciales n'en seront peut-être pas diminuées pour autant, mais de nouvelles formules d'entente sont à définir.

Au même moment on va assister à la mise en train effective de la Communauté Économique Européenne (1959) dont le rôle sera déterminant sur l'économie et le commerce extérieur de la France. Avec le Marché Commun nous entrons de plain-pied dans une toute nouvelle phase de l'évolution des échanges commerciaux, Marché Commun qui influencera une zone beaucoup plus étendue que le territoire géographique des six partenaires.

Le troisième Plan (1958-1959) prend un mauvais départ à cause de l'inflation et de la sortie de devises. En 1959, la production intérieure brute, la production industrielle et agricole devaient atteindre respectivement les niveaux 112, 119 et 115 (base : 1956 = 100) ; les résultats sont de 109, 113, 110. La progression des industries de base est satisfaisante, mais l'agriculture et l'industrie de transformation ont pris du retard. Ce retard et l'évolution de la conjoncture déterminent la refonte du Plan pour les années 1960 et 1961. Les investissements du secteur privé amélioreront l'appareil de production, et les

exportations doivent s'élever afin de contrebalancer un niveau élevé d'importation nécessité par l'expansion intérieure. (Le volume global des échanges, en 1960, dépasse largement celui de 1959 (+ 23 p.c.), la balance est excédentaire, mais la valeur des achats dépasse les prévisions, tandis que celle des ventes demeure en deçà.)

Le 4^e Plan de développement économique est maintenant en cours de réalisation. Pour ce qui nous intéresse plus particulièrement ici, rappelons que la valeur de la production nationale doit croître de 22 p.c. (92 milliards de NF) en quatre ans. Une production aussi considérablement augmentée dégagerait un surplus de 7.3 milliards de NF au commerce extérieur en 1965 ; de telles prévisions sont plausibles, à la condition que la C.E.E. et la C.E.C.A. poursuivent leur intégration, de même que, à un degré moindre, l'ensemble nord-atlantique de l'O.C.D.E., et que le marché des matières premières, essentiel à l'économie française, ne soit pas trop perturbé. L'étude du commerce extérieur, dans un prochain article, apportera des précisions et un bon nombre d'éléments de solution.

Pierre-Yves PÉPIN,
docteur en géographie de l'Université de Rennes (3^e Cycle).